

PENSER LE MONDE DE DEMAIN

Nous fêtons aujourd'hui les vingt ans de la chute du mur de Berlin. Je m'en souviens comme si c'était hier. A l'époque, quelques jours avant cet événement, j'étais allé écouter une conférence sur l'Europe de l'Est. Le conférencier, William Griffith, officiait au très réputé département de sciences politiques du Massachusetts Institute of Technology. Auteur d'innombrables articles et livres sur le thème depuis les années cinquante, il était alors considéré comme *le* meilleur spécialiste étasunien de la zone, à une époque où la « soviétologie » attirait les meilleurs éléments de la science politique américaine. Mon ami Randall Royka, lui-même descendant d'immigrés ukrainiens et polonais et défenseur acharné des libertés, posa la question qui fâche : « *Cher professeur, vous ne pensez pas que cette absurdité de mur et d'Allemagne divisée en deux va cesser d'ici quelques années ?* » Le professeur écouta la question avec un regard amusé d'où l'on pouvait discerner un soupçon de mépris puis rétorqua d'un cinglant : « *Cher ami, je comprends votre impatience mais sachez que vous pouvez attendre au moins cinquante ans avant de voir un premier pas vers la réunification, et encore !* » On connaît la suite : une semaine plus tard, le mur était tombé.

Ces instants où le sens commun l'emporte sur la connaissance, l'expertise et aussi l'arrogance sont des moments délicieux. Et la période de transition entre la guerre froide et l'après (guerre froide) fut riche en moments semblables. A son corps défendant, le vénérable professeur du MIT n'était pas seul, loin de là. L'immense bureaucratie qu'est la CIA n'avait pas non plus vu le coup venir, comme elle ne verra pas venir le 11 septembre. Rien en fin de compte, n'est plus difficile que d'anticiper l'avenir car nous restons malgré tout prisonniers de nos modes de pensée. Or, ce sont justement les modes de pensée qui changent, entraînant avec eux toutes sortes de transformations sociales, économiques, politiques. Comment changent-ils, ces modes de pensée? On en sait trop rien finalement. Certains, comme l'inclassable Ibn Khaldoun, comme le génial Alexis de Tocqueville et le non moins génial marquis de Custine ont percé un peu plus loin que d'autres ce mystère mais globalement, celui-ci reste presque entier.

Personnellement, je ne peux dire de quoi le monde de demain sera fait. Déjà, j'ai beaucoup de mal à comprendre celui d'aujourd'hui. Je sais simplement que ce monde est en train de changer. Je sais un peu pourquoi, pas vraiment comment ni vers quoi. J'aperçois certaines tendances tout en étant conscient que les événements les plus importants du moment sont probablement en train de nous échapper.

J'ai toujours eu un faible pour ces romans d'anticipation qui nous projettent vers l'avenir, surtout parce que leurs auteurs tirent systématiquement à côté de la cible, étant incapables de se projeter au-delà de deux ou trois décennies. Ainsi de Louis-Sébastien Mercier ou Edward Bellamy, dont les portraits de la vie à Paris ou Boston en disent plus long sur leur époque que sur celles où sont censées se dérouler l'action. Idem pour le *1984* d'Orwell, écrit en 1948, qui, s'il décrivait avec force le totalitarisme de type stalinien de l'époque, nous montre une Angleterre à l'opposé de celle qu'on pouvait observer en 1984, quelques années avant que ne s'effondre l'URSS. Quant aux philosophies de l'histoire qui prétendent nous dessiner les contours d'une histoire déterminée, on connaît bien leurs

(grandes) limites. Dernière en date, l'interprétation fukuyamienne d'une fin de l'histoire dont le dénouement coïnciderait avec la fin de la guerre froide paraît, seulement vingt ans après les faits, irrémédiablement dépassée.

Les travaux « scientifiques » de prospective, avec toutes leurs batteries d'indicateurs et leurs projections, ne font pas mieux que les romanciers. Souvent, ils sont encore plus loin du compte, malgré tous les chiffres, tous les calculs, tous les scénarios et cette certitude qui parfois les accompagne. Dans le lot, évidemment, il y a toujours une étude qui, par hasard, se rapproche plus de la vérité. Mais comment la distinguer de toutes les autres? Malgré tout, il est rassurant de se dire qu'en fin de compte, l'avenir garde tous ses secrets. Dans un monde qui prétend tout contrôler, tout anticiper et tout comprendre, l'avenir reste toujours à écrire, toujours à découvrir.

Une chose est certaine cependant : ce sont d'abord les hommes, et aujourd'hui les femmes aussi, qui écrivent l'avenir. Dans les moments où les puissants – rois, empereurs, chefs d'Etat- décident des grandes orientations politiques, le monde a tendance à se figer. Quelques réformes, quelques innovations, un souffle de création artistique peuvent se manifester ici et là mais pour l'essentiel, les modes de fonctionnement et d'organisation restent. Quand les peuples s'en mêlent, en revanche, les changements peuvent être rapides et même brutaux. Presque toujours, ce sont les grands mouvements populaires qui dessinent un nouvel avenir, pour le meilleur et pour le pire, souvent les deux.

Durant les deux décennies qui ont suivi la chute du mur, les « puissants » se sont comportés comme à leur habitude : sans beaucoup de flair. Et, logiquement, les grands changements sont parvenus de zones moins en vue : de la Chine – pourtant dotée d'un des régimes les plus fermés du monde – du Brésil ou encore d'Afrique du Sud – qui dut subir le joug d'un régime nazi durant plusieurs décennies -, pour ne citer que les exemples les plus criants. Surtout, les peuples et la société civile - cette courroie de distribution entre peuples et gouvernements – commencent à peser dans les grandes décisions, ainsi qu'ils l'ont fait pour la récente prise de conscience écologique. Si les Etats, qui sont toujours au cœur de l'activité géopolitique transnationale, doivent changer le monde et s'y adapter, ce sont les peuples qui, directement ou indirectement (par les voies démocratiques) généreront les transformations et façonneront le monde de demain.

Or, quel monde pourrait se dessiner dans l'avenir? Dans une version pessimiste, et si les choses restaient en l'état, le monde pourrait sombrer dans un état d'instabilité et de crise permanentes où les privilégiés tenteraient par tous les moyens de se créer un cordon sécuritaire afin de se protéger des éclats du « monde en guerre ». En vain serait-on tenter de dire tant les interdépendances créent une perméabilité inextinguible. A terme, ce type d'attitude engendrerait davantage encore d'inégalités et d'incompréhension entre les peuples, donc du ressentiment, donc encore plus d'instabilité et de guerres. Ajoutons à cela les effets grandissants de la dégradation de l'environnement qui se conjugueraient au reste et l'on arrive à un tableau très noir du monde de demain.

Dans une version plus optimiste, celle en qui j'ai personnellement la faiblesse de croire, le « monde » prendrait la mesure des risques et des défis qui les accompagnent, et agirait en conséquence. D'une certaine manière, on peut dire que la plupart des grands problèmes de demain découlent d'un phénomène en particulier : les inégalités. Ces inégalités sont multiples : politiques, économiques, sociales, etc... Et, alors que les pays industrialisés, à l'exception des Etats-Unis, ont fait de gros progrès pour réduire les inégalités au sein de sociétés individuelles (nationales), le fossé ne cesse de grandir pour ce qui concerne les inégalités inter-nationales.

Les effets de la globalisation ont accéléré ce type d'inégalités même si, comme le martèlent les libéraux, la globalisation a aussi élevé le niveau global des richesses et permit à certains pays du tiers-monde de rejoindre le rang des pays dits industrialisés. L'universalisation du modèle libéral (dans son sens politique) rend ces inégalités encore plus difficiles à accepter puisque le credo universel du libéralisme politique est de garantir à chacun la même égalité de chances (ainsi que les libertés civiles et individuelles). Mais, ce qui, au sein d'une société donnée, est déjà difficile à accomplir, ne veut plus rien dire à l'échelle internationale. Déjà, l'humanité est très loin d'être égale en droit. En termes de chances, elle se définit par une inégalité quasi absolue.

Cette inégalité chronique, à l'heure d'Internet, du satellite et de toute la batterie moderne de transmission de l'image et de l'information, rend encore plus insupportable des conditions matérielles qui, pour une majorité d'individus, sont déjà au dessous d'un seuil acceptable. S'ensuit toute une série de conséquences directes et indirectes dont les effets se multiplieront exponentiellement dans l'avenir, avec plus de conflits et de ressentiments et des crises économiques de plus en plus rapprochées et sévères (rappelons que la crise de 2008/2009 a poussé 100 millions d'individus dans la pauvreté.)

Le problème des inégalités et ses solutions sont complexes. Néanmoins, ils touchent essentiellement à un élément : la gouvernance. Ou plus exactement à deux éléments : la gouvernance au sein des Etats (ou régions dans le cas de l'UE), la gouvernance globale pour tout ce qui dépasse le cadre politique, économique et juridique des Etats. Le problème de la gouvernance « nationale » et celui des inégalités est connu. Les pays du nord de l'Europe et le Canada ont montré la voie, démontrant qu'une gouvernance politique saine accompagnée d'une volonté populaire de mieux répartir les richesses aboutit à des résultats intéressants. Certes, ces pays n'ont pas su traiter des problèmes d'immigration par exemple mais nous sommes déjà là dans un domaine qui dépasse le cadre national. La réunification des deux Allemagnes nous rappelle, à travers un cas relativement simple, combien le problème des inégalités est difficile à résoudre. Néanmoins, la bonne gouvernance, sur l'ensemble du monde et dans toutes les régions, est une condition *sine qua non* à un meilleur équilibre général du monde.

Mais la bonne gouvernance n'est pas suffisante. Pour qu'elle devienne réalité, elle doit impérativement être accompagnée d'un système de gouvernance globale capable de réduire, et à terme, pourquoi pas, d'éliminer, les grandes inégalités entre les peuples. A cet effet, une série de mesures, de lois et d'institutions doit être mise en place rapidement. La crise de 2008/2009 a provoqué un soupçon de volonté dans ce domaine de la part des

pays les plus puissants (G8, G20). De son côté, l'ONU est la première à souligner l'importance des problèmes liées aux inégalités. Mais, collectivement, on doit faire plus, beaucoup plus, pour vraiment avancer, ne serait-ce qu'en matière d'aide aux pays les plus défavorisés.

Pour faire plus, il faut changer nos mentalités et d'abord se donner les moyens de faire pressions sur les gouvernements les plus incompetents, d'intervenir aussi pour rétablir l'état de droits dans les pays faillis, d'intervenir encore pour mettre fin aux régimes criminels qui massacrent, violent et appauvrissent leurs propres peuples. Donc, en finir avec le sacro-saint principe de non-ingérence.

Et puis, il faut que les peuples prennent conscience de leur avenir collectif. En d'autres termes, qu'ils soient en mesure de tendre la main à l'Autre, pour l'aider mais aussi pour l'accueillir ; que les peuples, tout simplement, soient capables d'empathie, de sympathie et de compassion pour ceux qui n'ont pas eu la chance de naître dans des contrées affluentes. La société civile, les grandes ONG sont là pour nous aider à changer nos mentalités. A leur tour, les peuples pousseront les gouvernants à défendre un intérêt global qui dépasse de loin les intérêts nationaux égoïstes.

C'est dans cette optique que doit se construire la nouvelle architecture de la gouvernance mondiale : pour que toutes les barrières des inégalités s'effacent les unes après les autres. C'est ce monde dans lequel j'aimerais que vivent mes enfants et mes petits-enfants et à une heure où, en France et ailleurs, se pose le problème de l'identité nationale, le problème de savoir qui nous sommes laisse place à la question fondamentale de demain : *qui voulons-nous devenir?*